



Imagine gaza

Plan de reconstruction pour Gaza

Proposition Stratégique pour la France, l'UE et les Partenaires Internationaux

Période : 2025-2035 | Reconstruction, Stabilisation et Intégration Économique

Présenté au Président de la République française Emmanuel Macron en février 2025.

Par Ofer Bronchtein, chargé de mission pour la paix et les relations israélo-palestiniennes



Projet « Imagine Gaza » à l'horizon 2030

Table des matières

Résumé des recommandations.....	3
Introduction.....	4
Réorienter les budgets militaires pour la reconstruction de Gaza	6
I) Propositions stratégiques.....	8
1. Gouvernance et Transition Politique	8
2. Infrastructures et Transports	9
3. Contribution "Gaza d'Abord" sur l'Énergie Mondiale.....	10
4. Exploitation du Gaz et Énergie Verte	10
5. L'eau : source de paix.....	12
6. Plan de Relogement Temporaire des Déplacés (2025-2027).....	12
7. Appel à l'Action : Leadership Français et Européen.....	12
8. Une conférence pour encourager les partenariats euro-méditerranéens	13
9. Inclure la société civile palestinienne et israélienne dans le processus de reconstruction	14
10. Mettre en œuvre la solution à deux Etats et la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes et musulmans	14
Une Opportunité Historique	14
II) Plan de reconstruction de Gaza	16
1. Hôpitaux et Infrastructures de Santé	18
2. Écoles et Universités	18
3. Logements Écologiques.....	18
4. Centrale Électrique.....	18
5. Usine de Dessalement.....	19
6. Port et Aéroport	19
7. Réseau de Transport Public.....	19
8. Infrastructures Internet et Télécommunications.....	19
III) Sources de financement.....	20
Coût Total Estimé	21
1. Financements Publics (Gouvernements et Institutions).....	21
2. Investissements Privés (Entreprises et Partenariats Public-Privé)	22
3. Financements Alternatifs et Mécanismes Innovants.....	23
Conclusion	24

Résumé des recommandations

Dans son dernier rapport, la Banque mondiale chiffre les besoins de reconstruction à 53 milliards de dollars sur cinq ans et plus¹. En comparaison, en 2023, les dépenses militaires annuelles au Moyen-Orient s'élèvent à environ 200 milliards de dollars². Ainsi, seulement un quart des dépenses militaires annuelles au Moyen-Orient permettraient la reconstruction de Gaza.

Le présent rapport formule les recommandations suivantes :

- Organiser une rencontre à Paris pour la création d'une Autorité Internationale de la Reconstruction (AIR), rassemblant entre autres, la France, l'Union Européenne, le Conseil de Coopération du Golfe, les pays arabes et musulmans, les autorités palestiniennes, les organisations internationales compétentes et les Etats-Unis. L'AIR superviserait les projets de reconstruction des infrastructures, la relance économique et l'établissement d'un cadre de gouvernance stable.
- Déployer une force internationale de maintien de la paix à Gaza en coopération avec l'Union Européenne, l'OTAN, et la Ligue Arabe et former 40 000 personnels palestiniens de sécurité civile pour la sécurisation du territoire.
- Créer une zone économique spéciale à Gaza.
- Mettre en place un fonds « Gaza 2035 » pour la reconstruction vers lequel 5% des budgets militaires régionaux seraient réalloués.
- Établir une contribution « Gaza d'Abord » de 0,3 % appliquée aux transactions mondiales de pétrole et de gaz.
- Exploiter les gisements de gaz de Gaza dans le but de financer la reconstruction et de développer durablement l'économie du futur Etat palestinien.
- Renforcer la coopération sur l'eau entre Israël, la Palestine et la Jordanie.
- Concevoir une plateforme numérique, « le Peace Book », pour réunir les initiatives de la société civile et favoriser la coopération.
- Promouvoir la participation de la société civile palestinienne et israélienne dans les initiatives de reconstruction.
- Soutenir les programmes humanitaires.
- Reconnaître l'Etat palestinien et œuvrer pour la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes et musulmans.
- Adopter le présent projet « Imagine Gaza » au plus tard lors du sommet franco-saoudien des deux Etats à New York au mois de juin.

¹ World Bank. (2025, 18 février). [L'évaluation provisoire rapide des dommages et des besoins à Gaza et en Cisjordanie \(IRDNA\)](#).

² Stockholm International Peace Research Institute. (2024, 22 avril). *Les dépenses militaires mondiales augmentent dans un contexte de guerre, d'escalade des tensions et d'insécurité* [Communiqué de presse]. SIPRI. https://www.sipri.org/sites/default/files/MILEX%20Press%20Release%20FRE_0.pdf

Introduction

La situation actuelle à Gaza est marquée par une crise humanitaire et une dévastation d'une ampleur sans précédent. **Un récent rapport de la Banque mondiale estime les besoins de reconstruction à 53 milliards de dollars³. Environ 80 % des infrastructures de la bande de Gaza ont été détruites**, des milliers de familles ont été déplacées, des écoles et hôpitaux anéantis, et l'accès aux ressources essentielles, comme l'eau et l'électricité, reste gravement limité.

Cette dévastation appelle non seulement à une réponse immédiate et humanitaire pour soulager les souffrances, mais aussi à un projet de reconstruction visionnaire qui permette de redonner à Gaza une stabilité durable et une prospérité retrouvée. Il est impératif de penser cette reconstruction non pas comme une simple remise en état des infrastructures, mais comme un modèle de développement pérenne pour la région, basé sur la coopération internationale et une gouvernance innovante.

Notre plan de reconstruction accéléré, s'étendant de 2025 à 2035, prévoit que les cinq premières années seront consacrées à un peuplement digne du territoire et à la mise en place des infrastructures essentielles. L'objectif est de restaurer la stabilité, stimuler l'économie et restaurer la confiance en un avenir prospère. Au cœur de ce projet se trouvent des acteurs internationaux de premier plan, parmi lesquels **la France, l'Union Européenne, et les pays arabes, doivent jouer un rôle central.**

La France, forte de son engagement historique en matière de coopération internationale, doit être un leader dans cette entreprise de reconstruction, tant par ses contributions financières que par son expertise dans les domaines de l'énergie, de la gouvernance et des infrastructures. L'Union Européenne, en tant que principal donateur et moteur politique, apportera son soutien à travers des financements directs, des investissements en infrastructures et des partenariats avec des entreprises privées européennes pour relancer l'économie locale. Ensemble, ces acteurs européens devront travailler main dans la main avec leurs partenaires arabes, en particulier les pays du Golfe (Qatar, Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Koweït), qui ont un rôle crucial à jouer dans le financement de grands projets de reconstruction, notamment dans les secteurs de l'énergie, du logement et des infrastructures sanitaires. Leurs soutiens financiers et diplomatiques seront indispensables pour créer une dynamique de coopération régionale favorable à la paix et à la stabilité de Gaza.

Les pays arabes, grâce à leur proximité géographique et culturelle, ainsi qu'à leurs capacités financières et techniques, doivent être des partenaires essentiels dans cette reconstruction. Leurs contributions, en particulier pour les projets de logement, de santé, et d'éducation, permettront de répondre aux besoins immédiats de la population. En outre, l'implication des pays arabes dans la gestion de certains projets d'infrastructures, notamment dans les domaines de l'eau, de l'énergie et des transports, sera un atout majeur pour assurer la durabilité de la reconstruction à long terme.

Le financement de ces projets sera soutenu par des partenariats public-privé, combinant l'expertise et les investissements des entreprises européennes et arabes avec les financements publics.

³ World Bank. (2025, 18 février). [*L'évaluation provisoire rapide des dommages et des besoins à Gaza et en Cisjordanie \(IRDNA\)*](#).

Le plan de reconstruction se déploiera également sous l'égide des grandes institutions internationales qui fourniront un cadre financier et technique pour soutenir cette initiative.

Ensemble, ces acteurs travailleront de concert pour instaurer une gouvernance inclusive et une économie verte qui répondent aux défis spécifiques de Gaza, tout en préparant la région à un développement économique et social durable.

Le projet de reconstruction de Gaza repose sur la capacité à conjuguer des efforts internationaux conjoints pour rétablir la stabilité et stimuler l'économie. L'objectif est de transformer Gaza en un véritable hub économique de la région, en intégrant des solutions innovantes, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'infrastructure numérique et des transports. La création de nouvelles infrastructures essentielles, ainsi que la mise en place de politiques de gouvernance efficaces et transparentes, permettront de renforcer la résilience de la région face aux crises futures et d'assurer une reconstruction à la hauteur des attentes de la population locale et des aspirations régionales.

Ce rapport présente ainsi les propositions stratégiques (I) et les principaux axes pour la reconstruction de Gaza (II), accompagnés du budget estimé et des sources de financement nécessaires pour la réussite de ce projet ambitieux (III).

Note méthodologique : La plupart des estimations chiffrées sur les coûts sont issues du rapport de la Banque mondiale sur la reconstruction de Gaza, paru en février 2025 et accessible à ce lien : [Gaza-RDNA-final-med.pdf](#). Lorsque la source des estimations n'est pas citée, cela signifie que nous avons réalisé nos propres estimations à partir de diverses sources. Ces estimations sont de fait approximatives et indicatives, et nécessitent d'être réajustées en fonction du contexte local, avec l'aide des acteurs compétents.



Projet « Imagine Gaza » à l'horizon 2030

De la guerre à la paix

Réorienter les budgets militaires pour la reconstruction de Gaza

Équipement/Coût militaire	Prix unitaire (M€)	Équivalent en projets de reconstruction à Gaza
1 F-35 Lightning II	85	30 écoles (3M€/école)
1 char d'assaut Abrams M1A2	8	1 hôpital de la taille de l'hôpital indonésien de Gaza
1 missile Tomahawk	1,5	1 usine de dessalement (1,5 M€ pour 10 000 m ³ /jour).
1 heure de vol d'un F-16	0,025	50 panneaux solaires (500 €/unité).
1 journée de conflit à Gaza (est.)	200	4 hôpitaux de la taille de l'hôpital européen de Gaza (50M€/unité) ou la rénovation complète de 25 km de route (10M€/km)

La comparaison entre les dépenses militaires annuelles et le plan de reconstruction de Gaza met en évidence un contraste frappant. **En 2023, les dépenses militaires annuelles au Moyen-Orient s'élèvent à environ 200 milliards de dollars. La Banque mondiale chiffre à 53 milliards de dollars les besoins de reconstruction à Gaza sur le moyen terme. Ainsi, seulement un quart des dépenses militaires annuelles au Moyen-Orient permettraient la reconstruction de Gaza.**

Chaque euro consacré à la guerre prive les habitants de Gaza de ressources vitales pour la reconstruction : un toit pour une famille, une école pour un enfant, un hôpital pour un malade. Ces dépenses militaires, souvent mal orientées, pourraient être redirigées vers des initiatives qui apporteraient une réelle stabilité et un développement durable pour la région.

En réorientant une partie de ces budgets militaires vers des projets de reconstruction à Gaza, il serait possible de créer un avenir plus pacifique et prospère. Les 53 milliards d'euros investis dans Gaza permettraient de prévenir non seulement des décennies de conflits cycliques, estimés à un coût de 3 000 milliards d'euros, mais aussi de sauver des milliers de vies humaines. Selon les projections de l'ONU, ce changement d'orientation pourrait éviter la perte de 100 000 vies, un chiffre tragique que le monde pourrait éviter en réinvestissant dans la paix. Parmi les solutions proposées, la réaffectation de 5 % des budgets militaires régionaux vers le fonds "Gaza 2035" pourrait marquer un tournant décisif vers la paix.



Thousands of Palestinians are returning to their destroyed houses through Al Rasheed Street toward the northern cities after the announcement of the cease-fire being held in the Gaza Strip.
Omar Isshaq, Jan 27, 2025.

I) Propositions stratégiques

1. Gouvernance et Transition Politique

Le plan de reconstruction de Gaza repose sur la création d'une **Autorité Internationale de Reconstruction (AIR)**, placée entre autres, sous l'égide de l'Union Européenne (UE) et du Conseil de coopération du Golfe (CCG), afin de coordonner tous les efforts internationaux en matière de réhabilitation, en collaboration avec les autorités locales. L'AIR superviserait les projets de reconstruction des infrastructures, la relance économique et l'établissement d'un cadre de gouvernance stable.

L'Autorité Internationale de Reconstruction pourrait être créée lors d'une rencontre à Paris, organisée au plus tôt, entre l'Union Européenne, le Conseil de Coopération du Golfe, les agences intergouvernementales pour la reconstruction, les Etats-Unis, La Ligue Arabe, les autorités palestiniennes et israéliennes et les autres acteurs compétents.

Parallèlement, une **force de maintien de la paix** serait déployée pour assurer la démilitarisation progressive de Gaza et garantir la sécurité nécessaire à la stabilité politique et à la reconstruction. Cette force veillerait à la mise en œuvre des mesures de désarmement et à la gestion pacifique des tensions. Elle pourrait inclure des troupes provenant de la France, de l'Union Européenne, des pays arabes (comme le Maroc, l'Égypte, les États du Golfe et l'Algérie) et de l'OTAN. Ce déploiement international, qui serait essentiel pour garantir un environnement sécurisé pendant la période de transition, serait prévu pour une durée de cinq ans, période durant laquelle la reconstruction de Gaza prendrait forme.

En outre, **la formation de 40 000 personnels de sécurité civile palestiniens** permettrait la sécurisation de Gaza, et serait un premier pas vers une gouvernance renforcée.

À partir de 2030, la priorité serait donnée à la création d'une **Zone Économique Spéciale (ZES)** pour attirer les investissements étrangers et stimuler la croissance locale. En parallèle, des réformes institutionnelles seraient mises en place pour renforcer les capacités locales de gouvernance, tout en maintenant une supervision internationale. Cette phase viserait à assurer l'autonomie progressive de Gaza, tant sur le plan économique que politique, avec l'objectif d'atteindre une **autonomie totale d'ici 2035**, permettant à Gaza de se reconstruire sur des bases solides et durables, tout en maintenant des liens de coopération internationale pour soutenir son développement à long terme.

2. Infrastructures et Transports

La reconstruction des infrastructures est un des piliers de la revitalisation de Gaza.

Dans son rapport de février 2025, la Banque mondiale a estimé les besoins de reconstruction par secteurs. (voir tableau ci-dessous).

TABLE 3:
Recovery and Reconstruction Needs per Sector (US\$ millions)

Sector	Needs	
	Short Term (3 yrs)	Total
Productive Sectors		
Agriculture and Food Systems	1,060	4,200
Commerce and Industry	1,700	6,900
Finance	10	42
Social Sectors		
Education	2,649	3,800
Health	4,300	7,058
Housing	3,700	15,200
Social Protection	3,500	4,180
Cultural Heritage	48	192
Infrastructure Sectors		
WASH	664	2,700
Transport	724	2,900
Energy	365	1,460
Municipal Services	110	440
ICT	114	460
Cross-cutting Sectors		
Environment	480	1,900
Land	12	32
Social Development	171	171
Urban Planning	3	3
Employment	388	1,600
Total	20,000	53,238

Note: See Annex II for a description of the methodology.

Tableau issu du rapport de la Banque mondiale de février 2025 : [Gaza-RDNA-final-med.pdf](#)

Nous insistons sur la rénovation des infrastructures essentielles, telles que les ports et un aéroport, qui permettront à Gaza de se positionner comme un point stratégique pour les échanges commerciaux dans la région, facilitant ainsi son intégration dans les circuits économiques internationaux. La réhabilitation et la modernisation de ces infrastructures contribueront à dynamiser le commerce et à attirer les investisseurs étrangers, essentiels à la relance économique. Parallèlement, **un réseau ferroviaire moderne, ainsi que des tramways, seront développés pour améliorer la mobilité des personnes et des marchandises à travers Gaza**, réduisant ainsi les délais de transport et renforçant l'efficacité des échanges locaux et régionaux. En complément de ces projets d'infrastructures, la construction de **logements modulaires** et de nouveaux **hôpitaux** répondra aux besoins humanitaires immédiats des déplacés et des populations vulnérables, tout en posant les bases d'une gestion pérenne de la crise sanitaire et de l'accès aux soins. Ces investissements permettront non seulement de satisfaire les urgences actuelles, mais aussi d'établir des infrastructures durables pour le développement futur de Gaza.

Nous proposons de considérer le projet ambitieux de la **construction d'îles artificielles** au large de Gaza, permettant d'accueillir une partie des Gazaouis ayant perdu leur maison. L'estimation de ces coûts oscille entre 10 et 30 milliards de dollars. Ce projet nécessite des études complémentaires pour déterminer précisément sa faisabilité.

3. Contribution "Gaza d'Abord" sur l'Énergie Mondiale

Afin de financer la reconstruction de Gaza, un modèle de financement stable et durable a été conçu, reposant sur **une contribution de 0,3 % appliquée aux transactions mondiales de pétrole et de gaz**. Ce modèle permet de générer des ressources prévisibles et régulières pour soutenir les projets de reconstruction sur le long terme. Les transactions mondiales de pétrole et de gaz s'élèvent à **3600 milliards d'euros par an (selon l'Agence internationale de l'énergie - AIE)**, et **une contribution de 0,3 % sur ce volume représenterait environ 10,8 milliards d'euros par an**. Sur une période de 5 ans, cela permettrait de collecter jusqu'à 54 milliards d'euros, et sur une période de 10 ans, cela représenterait une somme de 108 milliards d'euros, offrant un financement substantiel pour les infrastructures essentielles à Gaza.

Ce modèle présente plusieurs avantages : il assure un financement continu et stable, nécessaire pour la reconstruction de Gaza, tout en étant aligné avec les objectifs de transition énergétique mondiale. En effet, cette contribution pourrait également encourager une plus grande responsabilité environnementale dans l'exploitation des ressources fossiles.

Les fonds générés seraient principalement **alloués à la reconstruction des infrastructures essentielles comme les logements, les écoles, et les hôpitaux**, ainsi qu'au développement des zones économiques spéciales pour attirer les investissements.

4. Exploitation du Gaz et Énergie Verte

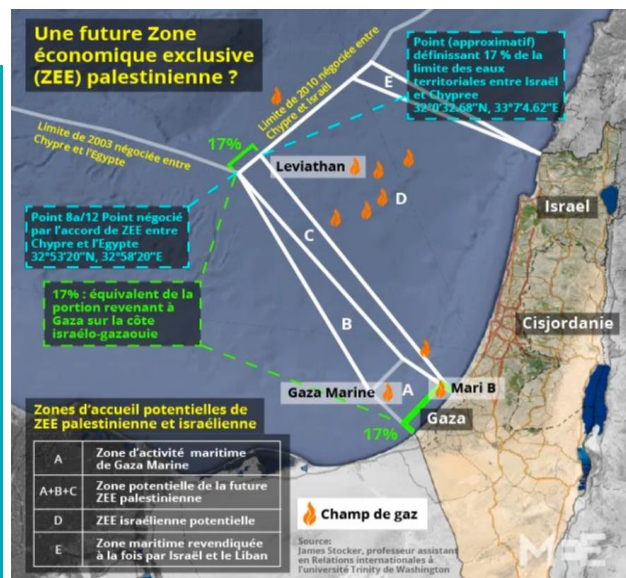
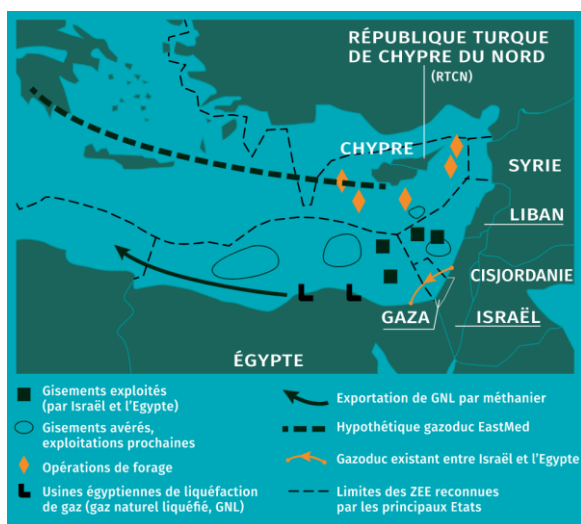
Gaza dispose de **33 milliards de m³ de gaz naturel offshore** inexploités (selon les estimations de la compagnie Shell, anciennement BG Group), une ressource stratégique qui pourrait jouer un rôle clé dans le financement de la reconstruction de la région. L'exploitation de cette ressource nécessite un investissement initial estimé à 2 milliards d'euros pour mettre en place les infrastructures nécessaires à l'extraction et à la gestion du gaz. Une fois pleinement opérationnelle, cette exploitation pourrait générer des revenus significatifs, avec des **prévisions d'environ 6 milliards d'euros sur une période de 10 ans** (selon les estimations de la compagnie Shell, anciennement BG Group), capacité de production annuelle de 3,3 milliards de m³. Les principaux marchés pour ce gaz seraient l'Égypte, la Jordanie et l'Europe, offrant ainsi un potentiel de revenus à la fois local et international.

Cette initiative représente non seulement un levier financier clé pour la reconstruction de Gaza, mais pourrait aussi favoriser son autonomie énergétique. En combinant **l'exploitation du gaz naturel avec des investissements dans les énergies renouvelables**, Gaza pourrait devenir un modèle de transition énergétique durable au Moyen-Orient. Cela réduirait la dépendance aux énergies fossiles importées et soutiendrait le développement économique à long terme en créant des industries et des emplois locaux. Cette exploitation offrirait une source de financement stable et prévisible pour la reconstruction des infrastructures, renforçant ainsi la stabilité et la résilience de la région.



COURRIER INTERNATIONAL

- Frontière maritime
- théorique
 - définie par un accord bilatéral
 - ZEE établie par l'Égypte, non disputée par ses voisins
 - Blocs des concessions d'exploration et d'exploitation gazière
 - ◆ Terminaux de liquéfaction du gaz, qui pourraient traiter et réexporter le gaz israélien et chypriote
 - Principaux pipelines
 - Mégagisement gazier, inauguré en 2018



5. L'eau : source de paix

La gestion de l'eau à Gaza, ressource rare dans la région, demeure un défi majeur. Pour y répondre, il est proposé de créer un **marché de l'eau entre Israël, la Palestine et la Jordanie**, afin d'assurer une gestion partagée et durable des ressources.

Une mesure immédiate consisterait à doubler le volume d'eau vendu par Israël à Gaza, en améliorant la capacité des canalisations pour atteindre 40 millions de mètres cubes d'eau potable. Cela nécessiterait des investissements dans les réservoirs et la réparation du réseau de distribution, qui souffre actuellement de faibles capacités de stockage et de pertes importantes d'eau. À long terme, il est crucial d'augmenter la capacité de stockage et de réduire les pertes pour une gestion plus efficace de l'eau.

Parallèlement, un renforcement de l'approvisionnement en électricité est essentiel pour faire fonctionner les infrastructures liées à l'eau et à l'assainissement. **Une ligne électrique supplémentaire reliant Gaza à Israël** garantirait une alimentation stable pour les stations de traitement des eaux usées. À long terme, la construction de lignes électriques à haute tension permettrait de soutenir durablement la production d'eau et d'électricité.

Le développement de **solutions de dessalement**, notamment via des technologies solaires autonomes, pourrait également améliorer la qualité de l'eau et soutenir l'agriculture locale, offrant ainsi une alternative durable face aux pénuries d'eau.

6. Plan de Relogement Temporaire des Déplacés (2025-2027)

Avec environ 1,5 million de sans-abris à Gaza, la situation humanitaire est désastreuse, et il devient impératif de trouver des solutions de relogement temporaire pour les milliers de déplacés qui ont tout perdu.

Tout plan incluant le déplacement de la population gazaoui sans son plein consentement est voué à l'échec.

Ainsi, nous proposons la **création de zones humanitaires de reconstruction à l'intérieur de Gaza**. Ces **zones sûres, désencombrées et déminées**, seront déterminées en coopération avec les autorités palestiniennes et israéliennes et les agences internationales compétentes pour la reconstruction. Au sein de ces zones, l'utilisation de caravanes et de logements mobiles, combinée à des tentes modernes et bien équipées, permettrait d'offrir une solution de logement temporaire adaptée et accessible.

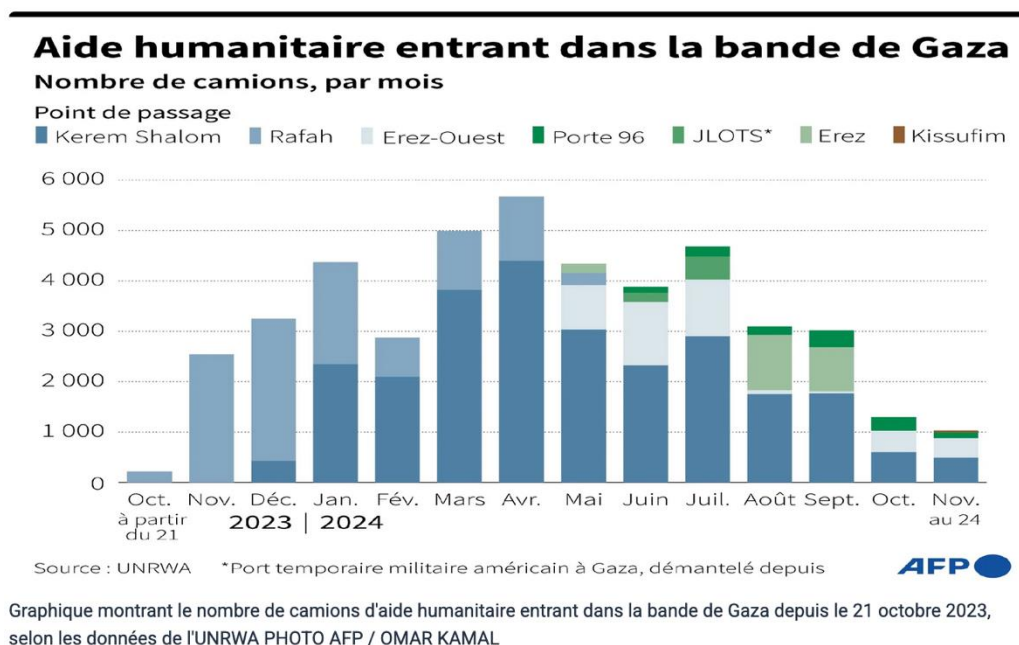
7. Appel à l'Action : Leadership Français et Européen

Pour garantir la réussite de ce plan ambitieux de reconstruction de Gaza, **il est crucial que la France et l'Union Européenne jouent un rôle de leadership dans la mobilisation des ressources financières et dans la coordination internationale des efforts**. La France et l'UE doivent prendre les devants pour structurer un soutien solide et cohérent en mobilisant à la fois des partenaires gouvernementaux, des acteurs privés et des organisations internationales. Plusieurs actions clés sont nécessaires pour mettre en place cette dynamique.

Premièrement, nous recommandons **d'adopter le présent plan « Imagine Gaza » au plus tard lors du sommet franco-saoudien sur les deux Etats à New York au mois de juin.**

Deuxièmement, nous recommandons de **créer une Autorité Internationale de Reconstruction lors d'une rencontre à Paris**, réunissant l'Union Européenne, le Conseil de Coopération du Golfe, les agences intergouvernementales pour la reconstruction, les Etats-Unis, La Ligue Arabe, les autorités palestiniennes et les autres acteurs compétents.

Enfin, il est essentiel d'assurer un **soutien humanitaire continu** à Gaza.



8. Une conférence pour encourager les partenariats euro-méditerranéens

La reconstruction de Gaza nécessite une approche novatrice, combinant efforts diplomatiques, investissements stratégiques et coopération régionale.

L'Union Européenne et ses partenaires pourraient jouer un rôle clé en facilitant des partenariats basés sur des intérêts communs, en créant de nouvelles alliances pragmatiques et en dépoussiérant des structures comme l'Union pour la Méditerranée. Une conférence internationale à Paris, réunissant des représentants israéliens, palestiniens, arabes et européens, permettrait de poser les bases de projets communs, notamment dans des domaines comme l'économie durable, les technologies et la culture de la paix. Ce dialogue viserait à promouvoir la solidarité transfrontalière et encourager la transformation régionale en intégrant des initiatives concrètes au plan de financement des bailleurs internationaux.

En parallèle, cette rencontre offrirait l'opportunité d'abandonner les discours séparateurs pour privilégier une coopération fondée sur les ressources et avantages partagés.

Une approche intersectorielle, associant secteur privé et public, serait essentielle pour maximiser l'impact de ces projets de paix, en s'attaquant aux défis régionaux comme le

changement climatique, la sécurité alimentaire, et la gestion de l'eau. La coopération régionale, notamment pour la gestion de ressources partagées, sera déterminante pour garantir un avenir pacifique et prospère pour Gaza et ses voisins.

9. Inclure la société civile palestinienne et israélienne dans le processus de reconstruction

Une reconstruction efficace ne peut se faire sans la participation active et inclusive de la société civile palestinienne et israélienne.

Les gazaouis sont les premiers affectés par la destruction de leur lieu de vie et doivent impérativement être associés aux initiatives de reconstruction.

Nous proposons d'inclure des membres de la société civile palestinienne dans l'Autorité Internationale de Reconstruction (AIR). L'intégration de membres de la société civile israélienne est aussi à envisager.

Nous proposons la **création d'une plateforme numérique, le Peace Book, pour promouvoir les nombreuses initiatives de la société civile, renforcer la transparence et faciliter la collaboration entre acteurs de terrains**. Cette plateforme faciliterait également les échanges entre autorités en charge de la reconstruction et membres de la société civile.

10. Mettre en œuvre la solution à deux Etats et la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes et musulmans

Un projet de reconstruction efficace ne peut se faire sans une vision directrice qui sorte le Moyen-Orient du carcan qu'il connaît aujourd'hui.

Toute reconstruction ne prenant pas en compte la reconnaissance d'un Etat palestinien mènera à de nouveaux cycles de violences, de nouvelles destructions, un nouveau 7 octobre. Réciproquement, la paix ne peut se faire sans la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes et musulmans.

Une Opportunité Historique

Ce plan de reconstruction de Gaza ne se limite pas à une simple réponse à une crise humanitaire, mais représente également une opportunité stratégique pour la France et l'Union Européenne de jouer un rôle clé dans la création d'une paix durable au Moyen-Orient.

En devenant les architectes de la transformation de Gaza, **l'Europe, les pays arabes et musulmans, et Israël ont l'occasion de démontrer leur engagement pour la stabilité régionale tout en faisant avancer leurs objectifs de transition énergétique**. Ce projet permettrait d'intégrer des initiatives écologiques et de durabilité, contribuant ainsi à un avenir plus vert et plus résilient pour la région.

En outre, ce plan pourrait servir de modèle pour un développement économique intégré au Moyen-Orient, en reliant les besoins immédiats de reconstruction aux investissements à long

terme dans des secteurs stratégiques comme les énergies renouvelables, les infrastructures et la formation professionnelle. **L'Europe et ses partenaires régionaux pourraient ainsi non seulement favoriser la reconstruction physique, mais aussi l'émergence d'un modèle économique régional stable.**

II) Plan de reconstruction de Gaza

Dans un contexte de destruction massive, la priorité absolue est de reconstruire des infrastructures essentielles qui répondent non seulement aux besoins immédiats de la population, mais aussi de poser les bases d'un développement durable et résilient à long terme. Cette section du plan met en lumière les projets de reconstruction dans les secteurs cruciaux tels que la santé, l'éducation, l'habitat, l'énergie, l'eau, le transport et les télécommunications. Ces projets ne se limitent pas à la simple restauration des infrastructures, mais visent à transformer Gaza en un modèle de résilience, d'innovation et de coopération internationale.

La France, l'Union européenne et les pays arabes jouent un rôle clé dans cette reconstruction. Ils apporteront des ressources financières, des compétences techniques, ainsi que des solutions innovantes pour favoriser une croissance économique inclusive et durable. En matière de santé, par exemple, des hôpitaux modernes seront construits avec l'aide de partenaires européens et arabes, dans le but d'offrir des services médicaux de qualité et de renforcer la capacité du système de santé local. Dans le secteur de l'éducation, la coopération entre la France, l'UE et les pays du Golfe permettra la création de milliers d'écoles et d'universités, formant ainsi une nouvelle génération prête à reconstruire son pays.

En parallèle, l'infrastructure énergétique, incluant des projets de production d'énergie renouvelable, sera développée grâce à la participation de pays européens et arabes, avec un focus particulier sur l'intégration des énergies solaires et hydroélectriques. De même, la mise en place de réseaux de transport et de télécommunications modernes, qui relieront Gaza aux marchés régionaux et internationaux, bénéficiera des investissements conjoints de la France, de l'UE et des entreprises privées, notamment pour les projets de tramways, de trains électriques, ainsi que de ports et d'aéroports.

Ainsi, l'objectif n'est pas seulement de reconstruire Gaza, mais de transformer la région en un centre économique durable, compétitif et intégré dans les dynamiques régionales et mondiales. Ce projet ambitieux repose sur une coopération stratégique entre les acteurs internationaux, notamment la France, l'Union européenne, les pays arabes et des entreprises privées. Ensemble, ces partenaires apporteront les ressources nécessaires pour offrir aux Gazaouis un avenir meilleur, fondé sur une économie plus forte, plus diversifiée et résiliente aux crises futures.

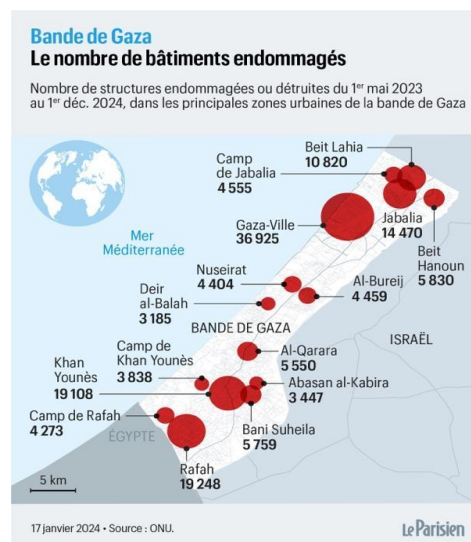
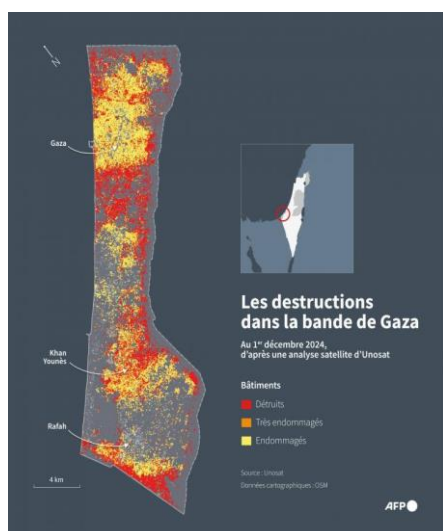


TABLE 1:
Damages and Losses per Sector (US\$ millions)

Sector*	Damages	Losses
Productive Sectors		
Agriculture and Food Systems	835	1,300
Commerce and Industry	5,900	2,200
Finance	14	325
Social Sectors		
Education	874	3,206
Health	1,300	6,300
Housing	15,800	545
Social Protection	33	1,390
Cultural Heritage	120	55
Infrastructure Sectors		
WASH	1,500	64
Transport	2,500	377
Energy	494	243
Municipal Services	233	988
ICT	164	736
Cross-cutting Sectors		
Environment	92	165
Land	11**	115
Employment	10	1,050
Total	29,880	19,059

Note: See Annex II for a description of the methodology.

* While damages in the social development and urban planning sectors were not quantified, critical needs in these sectors were estimated and are presented in Table 3.

** This assessment only includes estimation of physical damage to land administration assets and not land access losses. The losses include primarily land and registration revenue and wage losses.

Tableau des dommages à Gaza issu du rapport de la Banque mondiale de février 2025

1. Hôpitaux et Infrastructures de Santé

La reconstruction du secteur de la santé à Gaza est un impératif pour répondre à la crise sanitaire prolongée de la région. La Banque mondiale chiffre à 7,058 milliards les besoins de reconstruction dans le secteur de la santé. Notre rapport préconise la construction de 15 à 20 hôpitaux modernes, chacun équipé de services d'urgence, de maternité, de soins intensifs, ainsi que des centres spécialisés dans des domaines comme la chirurgie, la pédiatrie et les soins cardiaques. Ces hôpitaux auront pour mission de desservir environ 2,5 millions d'habitants, avec une capacité d'accueil adaptée aux besoins de la population croissante et de la prise en charge des blessés de guerre. Ce projet a une dimension à la fois curative et préventive, visant à renforcer les capacités locales en matière de santé publique. La mise en place de ces infrastructures permettra non seulement de soigner les malades, mais aussi de répondre aux besoins de formation des professionnels de santé locaux et d'améliorer le système de santé dans son ensemble.

2. Écoles et Universités

L'éducation est un pilier fondamental du développement de Gaza et un moyen crucial pour les jeunes générations de se reconstruire après les traumatismes de la guerre. La Banque mondiale estime les besoins de reconstruction à environ 3,8 milliards de dollars dans le secteur de l'éducation. Nous préconisons la construction de 300 écoles et de 5 universités, destinées à accueillir environ 1,7 million d'étudiants. Ces institutions fourniront un enseignement de qualité à tous les niveaux, de la maternelle à l'enseignement supérieur, et offriront des spécialisations dans des domaines cruciaux tels que la médecine, l'ingénierie, et les sciences sociales. L'objectif est de garantir à la jeunesse gazaouie l'accès à des opportunités d'apprentissage dans des infrastructures modernes, propices à l'épanouissement personnel et professionnel. Ces établissements joueront un rôle essentiel dans la création d'une main-d'œuvre qualifiée et compétitive, nécessaire à la reconstruction et à la diversification économique de Gaza.

3. Logements Écologiques

Le manque de logements dans la bande de Gaza est un problème chronique exacerbé par les destructions récurrentes. Selon la Banque mondiale, le secteur du logement concentre 53% des dommages totaux dans Gaza pour un montant s'élevant à 15,8 milliards de dollars. Dans ce cadre, nous préconisons de construire des appartements écologiques, intégrant des technologies innovantes telles que l'énergie solaire, la récupération d'eau de pluie et des systèmes de gestion des déchets. Ce projet vise à créer des habitations durables et autonomes sur le plan énergétique, réduisant la dépendance de Gaza aux sources d'énergie externes et permettant à la population de vivre dans des conditions plus saines et moins vulnérables aux pénuries d'énergie. Ce projet aura des retombées positives non seulement sur le bien-être des habitants, mais aussi sur la création d'emplois locaux dans la construction, les énergies renouvelables, et les secteurs associés.

4. Centrale Électrique

L'un des défis majeurs auxquels Gaza est confrontée est la dépendance à l'importation d'électricité, ce qui rend la région vulnérable aux coupures de courant fréquentes et affecte tous les secteurs de la vie quotidienne. La construction d'une centrale électrique d'une capacité de 2 000 MW permettra de répondre à la demande croissante d'énergie, en soutenant non

seulement les besoins domestiques, mais aussi les infrastructures industrielles et commerciales essentielles pour la relance économique. Cette centrale pourrait utiliser des sources d'énergie renouvelable, comme l'hydroélectricité ou l'énergie solaire, en plus des technologies traditionnelles telles que la biomasse thermique. Le coût de ce projet est estimé entre 2 et 6 milliards d'euros et pourrait s'avérer être un vecteur clé de la stabilité énergétique à long terme, renforçant la souveraineté énergétique de Gaza et permettant de réduire les inégalités d'accès à l'électricité dans toute la région.

5. Usine de Dessalement

La gestion de l'eau est un autre défi majeur pour Gaza, où l'accès à l'eau potable reste limité en raison de la pollution des nappes phréatiques et de la rareté des ressources en eau douce. La construction d'une usine de dessalement capable de produire 375 000 m³ d'eau potable par jour est une solution directe pour pallier cette crise. Alimentée par un système hybride utilisant de l'énergie solaire, cette usine utilisera la technologie de l'osmose inverse pour transformer l'eau de mer en eau potable, offrant ainsi une alternative durable à l'approvisionnement en eau douce. Le coût de ce projet est estimé entre 1,5 et 4 milliards d'euros. Ce projet aura un impact direct sur la qualité de vie des habitants en garantissant un approvisionnement stable et durable en eau potable, essentiel pour la santé publique, l'agriculture, et l'industrie locale.

6. Port et Aéroport

Le développement d'infrastructures modernes pour le transport est une priorité pour relancer l'économie de Gaza. Il est prévu de construire un port moderne pour faciliter le commerce maritime et un aéroport international pour le transport de passagers et de marchandises. Ces deux infrastructures permettront de renforcer les liens commerciaux de Gaza avec le reste du monde, en facilitant l'importation de biens et l'exportation de produits locaux. Le coût total de ce projet est estimé entre 2 et 5 milliards d'euros. Ces infrastructures constitueront un moteur pour l'économie de Gaza, en soutenant la croissance du commerce international, le tourisme et l'investissement direct étranger, tout en créant des emplois et en améliorant la connectivité régionale.

7. Réseau de Transport Public

Pour améliorer la mobilité des habitants, le plan prévoit la construction de 150 km de tramways et de trains électriques qui relieront les principales villes et infrastructures de Gaza. Ces réseaux de transport public auront un coût estimé entre 3 et 6 milliards d'euros. En complément, 300 kms de routes principales et secondaires seront développés, facilitant les déplacements à travers les différentes zones de Gaza et contribuant à un réseau de transport plus efficace. Ces projets favoriseront la mobilité urbaine, réduiront l'empreinte carbone, et contribueront à l'efficacité économique de la région, tout en créant des emplois dans la construction et l'entretien des infrastructures.

8. Infrastructures Internet et Télécommunications

Dans le cadre de la modernisation de Gaza, il est essentiel d'établir des infrastructures de communication fiables et rapides. Le plan inclut le déploiement de la fibre optique, de réseaux mobiles 5G et de centres de données, avec un coût estimé entre 1 et 2 milliards d'euros. Ces

infrastructures permettront de connecter Gaza aux réseaux mondiaux, en facilitant l'accès à Internet et à la communication pour les entreprises, les écoles et les habitants. Ce projet est indispensable pour permettre à Gaza de participer activement à l'économie numérique mondiale, tout en améliorant l'accès à l'information et aux services publics en ligne.

III) Sources de financement

La reconstruction de Gaza, un projet de grande envergure visant à restaurer et moderniser les infrastructures essentielles, repose sur une approche de financement diversifiée et collaborative, avec la France, l'Union européenne (UE), le Conseil de Coopération économique du Golfe, les différents fonds souverains et les Etats-Unis. Ces acteurs stratégiques joueront un rôle déterminant dans la mobilisation des ressources nécessaires pour cette transformation, en tant que bailleurs de fonds, partenaires techniques et acteurs de la gouvernance du projet.

Les financements nécessaires proviendront à la fois des contributions publiques, notamment des gouvernements européens et arabes, et des investisseurs privés, avec une collaboration renforcée entre les entreprises européennes, françaises et des pays du Golfe, ainsi que des acteurs internationaux. La France, au cœur de l'initiative, peut s'engager non seulement par des financements directs mais aussi en tant qu'acteur clé dans l'élaboration des solutions techniques, notamment dans les domaines de la reconstruction des infrastructures publiques, des systèmes d'éducation, de santé et de transport. L'UE, par le biais de mécanismes de financement et de partenariats avec les États membres, contribuera également à la mise en œuvre de solutions innovantes et durables. Les pays arabes, notamment les États du Golfe, apporteront des fonds substantiels et des projets de coopération régionale dans des secteurs stratégiques comme le logement, l'énergie et l'eau.

L'implication de ces différentes parties prenantes garantira une approche équilibrée et complémentaire, dans laquelle chaque acteur mettra ses ressources, ses expertises et ses capacités d'investissement au service de la reconstruction de Gaza. Cette collaboration ne se limitera pas à la simple mobilisation de fonds, mais inclura également des mécanismes financiers innovants, tels que les partenariats public-privé, les fonds souverains et les financements vertueux, notamment pour les projets d'infrastructures écologiques et d'énergie renouvelable. Une gestion transparente des fonds, une gouvernance claire et une coordination efficace entre les acteurs internationaux seront des prérequis pour garantir la durabilité de cette reconstruction, et veiller à ce que les objectifs de développement à long terme soient atteints.

Ainsi, la France, l'UE, et les pays arabes joueront un rôle fondamental dans la mise en œuvre de cette reconstruction, non seulement par leurs contributions financières et techniques, mais aussi en étant les garants d'une gouvernance mondiale transparente et d'une gestion efficace de ce projet ambitieux. Cette collaboration renforcée entre acteurs publics et privés offrira à Gaza une base solide pour un avenir durable.

Coût Total Estimé

La banque mondiale estime les coûts de la reconstruction à moyen terme (5 ans et plus) à 53 milliards de dollars. Le tableau ci-dessous présente le détail de ces coûts.

TABLE 3:
Recovery and Reconstruction Needs per Sector (US\$ millions)

Sector	Needs	
	Short Term (3 yrs)	Total
Productive Sectors		
Agriculture and Food Systems	1,060	4,200
Commerce and Industry	1,700	6,900
Finance	10	42
Social Sectors		
Education	2,649	3,800
Health	4,300	7,058
Housing	3,700	15,200
Social Protection	3,500	4,180
Cultural Heritage	48	192
Infrastructure Sectors		
WASH	664	2,700
Transport	724	2,900
Energy	365	1,460
Municipal Services	110	440
ICT	114	460
Cross-cutting Sectors		
Environment	480	1,900
Land	12	32
Social Development	171	171
Urban Planning	3	3
Employment	388	1,600
Total	20,000	53,238

Note: See Annex II for a description of the methodology.

1. Financements Publics (Gouvernements et Institutions)

Les financements publics sont essentiels à la reconstruction de Gaza, et plusieurs acteurs internationaux et nationaux s'engagent à contribuer de manière significative.

Les institutions internationales jouent un rôle primordial dans ce processus. La Banque Mondiale soutiendra la reconstruction et la rénovation des infrastructures à Gaza, en particulier les secteurs liés à l'énergie, à l'eau et aux infrastructures urbaines. Cette institution fournira des prêts à des conditions préférentielles et des financements techniques pour le développement de projets durables. Le Fonds Monétaire International (FMI) interviendra pour stabiliser l'économie locale après des années de conflits et soutenir la reconstruction en coordonnant les politiques fiscales et économiques, afin de garantir une reprise durable et résiliente. De plus, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) apportera des financements dédiés aux

infrastructures durables, avec un accent particulier sur les énergies renouvelables, la gestion de l'eau et les transports publics. Enfin, la Banque Islamique de Développement (BID) sera un partenaire clé pour financer des projets humanitaires, sociaux et de développement, notamment dans les secteurs de la santé, du logement et de l'éducation.

Parallèlement, les gouvernements étrangers ont un rôle crucial à jouer, notamment à travers l'aide humanitaire, les investissements en infrastructures et le soutien à la stabilité économique. L'Union Européenne (UE) fournira une aide humanitaire continue tout en soutenant des investissements dans des projets d'infrastructure à grande échelle, notamment pour l'approvisionnement en eau potable, les réseaux d'électricité et les infrastructures de transport. Les États-Unis investiront dans des projets clés pour améliorer l'accès à l'électricité, l'eau potable et les transports, contribuant ainsi à la modernisation des infrastructures de base. Les pays du Golfe, tels que le Qatar, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis (ÉAU) et le Koweït, se concentreront sur des investissements dans des secteurs essentiels comme les logements écologiques, les hôpitaux et l'énergie, ainsi que des projets d'infrastructure durable. La Turquie et la Malaisie se concentreront sur la reconstruction du secteur éducatif, avec un accent particulier sur les écoles et les universités, ainsi que sur le développement économique. Enfin, la Chine continuera à jouer un rôle stratégique, notamment en investissant dans les ports, aéroports et télécommunications, dans le cadre de la Belt and Road Initiative, pour renforcer les infrastructures commerciales et logistiques.

Les agences et fonds spécialisés fourniront également un soutien financier essentiel. Le Fonds Arabes pour le Développement Économique et Social se concentrera sur le financement de projets de développement à long terme dans divers secteurs, en particulier ceux liés à la reconstruction des infrastructures sociales. De plus, le Fonds de Reconstruction Post-Conflict des Nations Unies (UNDP) jouera un rôle de premier plan dans la coordination des efforts de reconstruction et dans le financement de projets destinés à promouvoir la stabilité économique et la réconciliation sociale. Enfin, la Banque Africaine de Développement (BAD) la CGG et les fonds souverains pourraient jouer un rôle important dans la reconstruction, en particulier dans le cadre de partenariats régionaux pour le développement de Gaza.

2. Investissements Privés (Entreprises et Partenariats Public-Privé)

Les investissements privés, tant d'entreprises internationales que locales, seront déterminants pour la reconstruction des infrastructures modernes et durables de Gaza. Ces investissements se feront à travers des contrats de construction, des partenariats public-privé (PPP) et la gestion de projets à long terme. Le secteur privé interviendra principalement dans les domaines de l'énergie, des infrastructures, des technologies, des transports et des télécommunications.

Dans le secteur de l'énergie, des entreprises de renommée internationale telles que Siemens, General Electric, Total Energies et Enel joueront un rôle central dans la construction de centrales électriques, la mise en place de systèmes d'énergie renouvelable et la modernisation du réseau électrique de Gaza.

Les entreprises spécialisées dans l'énergie solaire et hydraulique, telles que Tesla Energy, Masdar (Émirats) et ACWA Power (Arabie Saoudite), interviendront dans des projets d'énergie renouvelable, en particulier pour répondre à la demande croissante en électricité et pour diversifier les sources d'énergie, cruciales pour garantir une alimentation stable.

Dans le domaine des infrastructures et du BTP, les entreprises de construction majeures, telles que Vinci, Bouygues, Bechtel, Arab Contractors et China State Construction, joueront un rôle essentiel dans la reconstruction des infrastructures physiques de Gaza. Ces entreprises interviendront dans la construction de routes, de ponts, de bâtiments résidentiels et d'autres infrastructures clés.

De plus, les fonds souverains tels que le Qatar Investment Authority et l'Abu Dhabi Investment Authority investiront dans des projets stratégiques de grande envergure, comme les complexes résidentiels, les infrastructures de transport et les projets énergétiques.

Dans le domaine des technologies et des télécommunications, des entreprises telles que Huawei, Nokia, Ericsson et SpaceX (avec son service Starlink) interviendront pour moderniser et développer les infrastructures de télécommunications et de connectivité Internet. Ces entreprises joueront un rôle crucial dans la mise en place de réseaux de fibre optique, de réseaux mobiles 5G et de centres de données, afin de renforcer l'infrastructure numérique de Gaza et favoriser la transition vers une économie numérique moderne.

Enfin, dans le secteur du transport et de la mobilité, des entreprises comme Alstom, Siemens Mobility et CRRC (Chine) interviendront pour fournir des solutions de transport public modernes, telles que des systèmes de tramways et de trains électriques pour relier les principales villes et infrastructures de Gaza.

Les investissements dans les ports et aéroports seront également essentiels pour soutenir la connectivité et les échanges commerciaux, avec des entreprises telles que DP World (Dubai) et PSA International (Singapour) qui investiront dans la modernisation des infrastructures portuaires et aéroportuaires.

3. Financements Alternatifs et Mécanismes Innovants

Afin de compléter les financements publics et privés, plusieurs mécanismes financiers alternatifs seront utilisés pour garantir la viabilité des projets à long terme et attirer des investissements à grande échelle.

Les **obligations vertes et sociales** constitueront un moyen innovant de financer des projets écologiques et durables, notamment pour la construction de logements écologiques et l'établissement d'infrastructures énergétiques durables. Des **obligations humanitaires** pourront également être émises pour financer la reconstruction des écoles et des hôpitaux, en mobilisant des fonds publics et privés tout en attirant des investisseurs intéressés par des projets à impact social.

Le **crowdfunding et les fonds de solidarité** permettront de mobiliser des dons publics et de financer des projets communautaires, tout en sensibilisant l'opinion publique à la nécessité d'investir dans la reconstruction. Le Fonds « Gaza 2030 », géré par l'Autorité Indépendante de Reconstruction, centralisera les ressources collectées et s'assurera de leur utilisation effective et transparente pour garantir la réussite des projets de reconstruction.

Les **investissements en partenariats public-privé (PPP)** seront également un levier important pour financer et accélérer la mise en œuvre de projets d'infrastructure majeurs. Dans le cadre

de ces partenariats, les entreprises privées pourront financer et exploiter certains projets sous concession à long terme (jusqu'à 30 ans), ce qui permettra d'attirer des capitaux privés tout en garantissant une gestion efficace des infrastructures.

Enfin, des **fonds d'investissement régionaux** permettront de renforcer la coopération entre les pays arabes et européens pour soutenir la reconstruction de Gaza. Ces fonds se concentreront sur les secteurs prioritaires tels que l'énergie, les infrastructures de transport et les services sociaux.

Résumé

Secteur	Sources de financement principales
Hôpitaux et Santé	Gouvernements, UE, Banque islamique de développement (BID), Qatar, Arabie Saoudite, Conseil de coopération du Golfe (CCG), Israël
Écoles et Universités	UE, CCG, fondation et donateurs privés (Bill & Melinda Gates Foundation), banques de développement, crowdfunding
Logements écologiques	BID, CCB, Qatar, Arabie Saoudite, fonds souverains, crowdfunding, entreprises privées
Centrale électrique	Partenariats Public-Privé, Siemens Energy, Masdar, ACWA Power, Iberdrola, Acciona, Enel
Usine de dessalement	Fonds arabes, CCG, UE, entreprises privées (Veolia, Suez)
Port et Aéroport	EAU, DP World, Qatar Investment Authority, Fonds souverain saoudien (PIF), Fonds souverain norvégien, EAU, entreprises privées ex; Mariam
Train et Tram	UE, BEI, Alstom, Siemens Mobility, CAF (Espagne), Stadler Rail (Suisse), Thales et SNCF (France), Strukton (Pays-Bas)
Routes et Infrastructures	Banques de développement, entreprises BTP, CCG
Internet et Télécoms	Microsoft, Google, Nokia, Orange, Deutsche Telekom, Telefonica, Vodafone, Proximus, KPN

Conclusion

Le succès de la reconstruction de Gaza dépendra d'une approche financière innovante, alliant financements publics, privés et mécanismes alternatifs. Dans un contexte de crise humanitaire sans précédent et de destruction massive des infrastructures, il est impératif de mobiliser une variété de ressources pour restaurer les secteurs essentiels et reconstruire les infrastructures stratégiques. Les gouvernements, les institutions internationales et les entreprises privées auront tous un rôle central à jouer dans ce processus, et la France, l'Union européenne (UE) et les pays arabes, la CCG, les fonds souverains et entreprises privées seront les moteurs de cette mobilisation.

L'un des éléments essentiels pour garantir la réussite de cette reconstruction sera une gouvernance transparente et efficace, soutenue par une coopération régionale et internationale renforcée. Les acteurs impliqués devront travailler ensemble avec des mécanismes de contrôle rigoureux pour assurer une gestion optimale des ressources et une allocation équitable des financements. La France, l'UE et les pays arabes joueront un rôle central dans cette gouvernance, en assurant non seulement le financement mais aussi la supervision des projets, afin d'éviter toute dérive et garantir que les investissements bénéficient directement à la

population. La mise en place de structures de coordination internationales, impliquant les pays concernés, les agences de l'ONU et les institutions financières, sera également cruciale pour maximiser l'impact de chaque euro investi et minimiser les risques de corruption ou de mauvaise gestion.

La reconstruction de Gaza nécessitera une combinaison solide de financements publics et privés, soutenus par des mécanismes financiers innovants et des partenariats stratégiques. Grâce à l'engagement de la France, de l'UE et des pays arabes, et à la mise en place d'une gouvernance efficace et d'une transparence totale, il sera possible de transformer Gaza en un modèle d'innovation et de développement durable, tout en garantissant une gestion rigoureuse des ressources, impact direct et positif sur la vie des Gazaouis et une paix durable au Moyen-Orient.

Merci aux personnes qui ont contribué à la préparation de ce rapport :

Claire Valor
Julie Azran
Marguerite Bernard
Marie Carbonnier
Philippe Reina
Salomé Bataille